

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/263/Add.2

28 août 2001

(01-4138)

**Conseil des aspects de droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: français

EXAMEN DE LA LÉGISLATION

Questions complémentaires posées par la Suisse

Addendum

Par une communication de sa Mission permanente datée du 15 août 2001, la Suisse a fait parvenir au Secrétariat les questions complémentaires suivantes adressées à la Côte d'Ivoire. Ces questions font suite aux réponses de la Côte d'Ivoire, contenues dans le document IP/C/W/287, aux premières questions posées par la Suisse.

A. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

Concernant la réponse à la question 1:

Veillez expliquer en détail de quelle façon est assurée dans votre pays la protection des indications géographiques étrangères. Doivent-elles être enregistrées pour bénéficier d'une protection?

B. BREVETS

Concernant la réponse à la question 2:

Dans votre réponse vous indiquez que les variétés végétales sont exclues de la protection par brevet. Veillez indiquer et expliquer le système de protection que vous avez prévu pour assurer leur protection.

C. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

Concernant la réponse à la question 7:

Veillez expliquer comment vous avez mis en œuvre dans votre législation les obligations découlant de l'article 50 de l'Accord sur les ADPIC.
